

# Barack Obama, deux mois pour lever les ambiguïtés



Par **Thierry de Montbrial** \*

Pour l'auteur, directeur général de l'Ifri, il faut espérer que le temps qui sépare le nouveau président de sa prise de fonctions sera l'occasion de préciser son programme, notamment en matière économique et géopolitique.

**L**es Américains ouvrent avec éclat une nouvelle page de leur histoire. Le jeune successeur de George W. Bush a tout pour redonner confiance à son pays et en son pays. Or, la confiance en l'Amérique est actuellement le plus précieux des biens publics mondiaux. L'arrivée de Barack Obama à la Maison-Blanche produit un choc salutaire, après huit années d'un néoconservatisme obtus à l'intérieur et d'un unilatéralisme à l'extérieur dont les excès n'ont été que partiellement corrigés au cours du dernier mandat. Pendant un temps tout au moins, les États-Unis paraîtront plus sympathiques au regard du monde.

Allons-nous pour autant assister à une véritable révolution ? Certainement pas. L'héritage est en effet très lourd, tant du point de vue économique que de celui de la politique étrangère. Rien de comparable, à cet égard, aux circonstances quelque peu idylliques du court règne de John F. Kennedy ou encore des huit années de Bill Clinton, marquées globalement par la chance. L'Amérique des premiers mois du président Obama va être confrontée à l'une des crises financières les plus sévères de l'histoire du capitalisme, et potentiellement à une crise majeure de l'économie réelle. Entre la déflation et l'inflation, la marge sera étroite. Surtout, le candidat Obama s'est révélé

tenté par un protectionnisme ouvert. Or l'expérience des années 1930 a montré à quelles catastrophes pouvait conduire la politique du chacun pour soi commercial, à la suite d'un dérapage provoqué par une accumulation d'erreurs en matière monétaire et financière. L'entre-deux-guerres nous a donné une seconde leçon : toute extension planétaire d'une crise économique amplifie et dramatise les crises politiques jusqu'à provoquer des cataclysmes. Il reste encore près de trois mois avant l'« inauguration » du nouveau président, pendant lesquels la coopération économique internationale s'approfondira. Le président Bush y associera son successeur. Il faut espérer que Barack Obama se montrera pleinement responsable et lèvera les ambiguïtés qui ont marqué sa campagne. Une indication importante sera le choix du nouveau secrétaire au Trésor, que le président élu aura sans doute intérêt à annoncer le plus tôt possible afin de rassurer les acteurs économiques.

**D**ans le domaine de la politique internationale, les marges de manœuvre sont également étroites. Malgré les progrès incontestables en Irak, grâce à la stratégie mise en place par le général Petraeus, un retrait prématuré des forces américaines laisserait place à la guerre civile. On ne se trompe vraisemblablement pas

en annonçant qu'une présence militaire forte restera nécessaire encore pendant plusieurs années, pour avoir une chance de préparer la voie à un Irak uni et relativement démocratique. Au Pakistan, l'équation de la lutte

« On sera éclairé lorsqu'on connaîtra ses collaborateurs les plus proches : le conseiller national pour la Sécurité, le secrétaire à la Défense et le secrétaire d'État. Les noms le plus souvent cités sont issus des cercles clintoniens »

contre les éléments terroristes dans les territoires occidentaux est loin d'être résolue. Les relations entre Washington et Islamabad resteront tendues aussi longtemps que les deux pays n'auront pas rétabli un véritable dialogue. En Afghanistan, Obama va trouver une situation considérablement dégradée. La bonne nouvelle est qu'il semble déterminé à suivre les recommandations du rapport Baker-Hamilton et à ouvrir des négociations avec l'Iran, dont

le concours est indispensable à la stabilisation aussi bien de l'Afghanistan que du Proche et du Moyen-Orient. Sur ce dernier point, on ne peut que se réjouir de la fermeté du soutien apporté par le nouveau président à l'État d'Israël. Pour autant, le reste du monde attend de la Maison-Blanche un engagement immédiat et résolu, donc dès le début du premier mandat, pour qu'aboutisse enfin le processus de paix amorcé au début des années 1990 et tragiquement interrompu par l'assassinat d'Yitzhak Rabin.

Les difficultés et les urgences auxquelles Obama va faire face ne s'arrêteront pas là. En 2000, George W. Bush était arrivé au pouvoir avec des sentiments hostiles à l'égard de la Chine. Sur ce point, il a très rapidement reculé. Mais ses choix ultérieurs ont largement contribué au retour d'une atmosphère de guerre froide avec la Russie. Le nouveau président devra indiquer clairement ses positions en matière idéologique. Dans un contexte globalement tourmenté, optera-t-il, pour paraphraser une expression célèbre du général de Gaulle dans les années 1960, pour « *la détente, l'entente et la coopération* » avec Moscou ? Là encore, on sera éclairé lorsqu'on connaîtra ses collaborateurs les plus proches : le conseiller national pour la Sécurité, le secrétaire à la Défense et le secrétaire d'État. Les noms le plus souvent cités,

issus des cercles clintoniens, sont d'ailleurs sans surprise.

Les origines et la génération de Barack Obama ne l'ont pas disposé à accorder une grande attention à l'Europe. Pourtant, celle-ci représente un immense réservoir de capacités et d'expérience. Elle peut apporter une contribution majeure aux actions de maintien ou de rétablissement de la paix, notamment dans les régions habituellement délaissées, comme l'Afrique. La configuration actuelle de l'Union européenne ne manifeste aucun antiaméricanisme, bien au contraire, en particulier grâce à Nicolas Sarkozy. Il faut donc souhaiter que le nouveau titulaire de la Maison-Blanche devienne attentif aux propositions du Vieux Continent, et donc que celui-ci sera capable de lui en faire en évitant la cacophonie. Une relation transatlantique rétablie sur des bases saines, ainsi que des rapports équilibrés et transcendant les différences idéologiques avec les puissances émergentes et ou réémergentes, produiront les meilleures conditions pour surmonter constructivement les défis les plus grands de notre temps, comme la lutte contre le terrorisme et contre la prolifération des armes de destruction massive, ou encore le changement climatique.

\* Dernière publication : « *Vingt ans qui bouleversèrent le monde. De Berlin à Pékin* », Dunod, 2008.

# De l'espoir, mais pour quel changement ?



**Par Frédéric Sautet**

L'auteur, économiste au Mercatus Center à la George Mason University, s'interroge : le président Obama parviendra-t-il à financer les promesses de sa campagne ?

En collaboration avec

Ainsi qu'il l'a expliqué durant les derniers mois de la campagne électorale, le programme de Barack Obama est basé sur l'espérance et le changement. Il n'était d'ailleurs pas le seul car John McCain, lui aussi, voulait donner l'espoir que les quatre années à venir seraient différentes des huit dernières. La question se pose donc de savoir quel changement le président Obama pourra apporter au peuple américain. Sa courte carrière ne donne qu'un nombre limité de réponses. Certains, par exemple, pensent qu'il est un socialiste voulant plus de redistribution. D'autres y voient le retour des idées du président Roosevelt et de la main forte qui prétendument conduisit l'Amérique hors de la crise de 1929.

Pour bien comprendre où le nouveau locataire de la Maison-Blanche veut se rendre, il faut d'abord examiner son point de départ. Loin d'être un défenseur de la libre entreprise, le président Bush a poussé les États-Unis dans la direction opposée. En effet, le pays est en train de traverser une crise financière importante qui prend place dans un décor inquiétant : le déficit budgétaire devrait être de plus de 3 % du PNB

en 2008 ; la dette publique pourrait dépasser les 70 % ; les dépenses militaires sont au plus haut depuis soixante ans, avec un budget de plus de 500 milliards de dollars pour le Pentagone, et la politique monétaire continue d'être expansionniste. Tout cela ne laisse pas beaucoup de marge de manœuvre dans l'utilisation des leviers habituels des politiques économiques.

Obama a axé sa vision de changement sur la politique étrangère, la santé, l'éducation, l'environnement, et la fiscalité. Ces grands axes ont tous des répercussions considérables en matière de budget. Dans cet environnement, la politique d'Obama sera plus incertaine qu'il ne l'a laissé croire avant l'élection.

Le candidat Obama a ainsi promis près de mille milliards de dollars en dépenses nouvelles sur quatre ans, dont au moins 115 milliards annuels pour étendre la couverture santé. Si les propositions de dépenses sont concrètes, les solutions de financement le sont moins. En effet, une nouvelle fiscalité sur les ménages aux revenus supérieurs à 250 000 dollars annuels et sur certaines entreprises n'est pas certaine de générer plus de recettes pour l'État. Les

nombreuses aides fiscales (plus de 200 milliards) pousseraient par ailleurs le nombre de ménages ne payant aucun impôt sur le revenu de 37,8 à 48,1 %. Et comme les crédits d'impôt

« Le nouveau président veut rompre avec les années Bush, mais sa volonté de changement sera contrainte par la situation économique et budgétaire »

diminuent avec l'augmentation du revenu, les nouvelles dispositions risquent d'accentuer l'effet punitif de la progressivité de l'impôt, décourageant ainsi à terme la mobilité sociale.

De surcroît, la baisse des dépenses publiques dont a parlé le candidat Obama pourrait s'avérer inatteignable. La réduction des dépenses de santé de 2 500 dollars par an et par famille grâce aux technologies nouvelles devrait être une promesse sans lendemain (un chiffre de 700 dollars serait

plus raisonnable). Les deux candidats ont longuement débattu les mérites d'une réduction des dépenses publiques. Mais il est toujours facile de promettre une baisse des dépenses « inutiles » avant l'élection. En revanche, lorsqu'il s'agit d'affronter le Congrès sur la question, les réductions budgétaires ne trouvent que peu de preneurs. Enfin, à tous ces chiffres devront s'ajouter les emprunts récents pour aider le secteur financier ainsi qu'un plan de relance éventuel que le Congrès démocrate pourrait voter avant la fin de l'année...

Avoir un Congrès et un président du même parti est une raison de plus de douter qu'une politique budgétaire rigoureuse pourra être mise en place pour le budget 2009. En effet, la qualité de la politique économique américaine a souvent été meilleure lorsque le législatif et l'exécutif étaient opposés.

Malgré ses projets de changements, il semblerait que le nouveau président ne s'attaquera pas directement aux problèmes de fonds. Les dépenses publiques vont inéluctablement augmenter dans les années à venir à cause des retraites, de la santé et des aides sociales, qui représentent deux tiers du budget

fédéral et s'accroissent avec la taille et l'âge de la population. Elles sont même devenues une véritable bombe budgétaire à retardement. Une sérieuse refonte du système fiscal et une réforme profonde des dépenses publiques seraient nécessaires, mais ne sont pas au programme.

Le nouveau président veut rompre avec les années Bush mais sa volonté de changement sera contrainte par la situation économique et budgétaire. En attendant l'arrivée au pouvoir d'Obama en janvier, Bush peut d'ailleurs réserver encore quelques surprises au nouveau président. Cette période de trois mois est en effet souvent propice à une activité législative intense de la dernière heure. Il pourrait même déréglementer certains aspects de l'économie (surtout en matière d'environnement) pour freiner Obama dans son programme.

La crise récente a remis au goût du jour les vieilles réponses keynésiennes sans pour autant offrir de nouvelles garanties sur leur efficacité. Il est donc peu probable que la nouvelle « obamanomics », avec son regain pour une politique dirigiste, résoudra les grands problèmes actuels là où tant d'autres, avec des idées similaires, ont échoué.